

(CIDPDD). Le TCCR s'est concentré sur l'impact environnemental des travaux d'exploitation minière de Placer Dome dans les Philippines et de Cathedral Gold en Guyane. Il a récemment mis sur pied un groupe de travail sur l'exploitation minière pour attirer l'attention sur ce secteur, notamment par l'établissement de repères propres à l'industrie minière.

Un autre groupe de recherche et de promotion à caractère confessionnel, soit la Coalition oecuménique pour la justice économique (CEJE), envisage d'effectuer d'ici un an une analyse critique du concept du développement durable. Il contribuera notamment à l'élaboration de la méthode d'établissement du budget fédéral de rechange en 1998 de manière à ce que les comptes nationaux fassent entrer en ligne de compte les coûts et avantages sur le plan écologique.

Enfin, les travaux de la Fondation internationale pour l'essor rural (FIER), décrits plus en détail à la section sur la sécurité alimentaire, portent sur l'aspect d'Action 21 lié à l'agriculture durable et à la préservation de la biodiversité. La FIER s'occupe activement à l'échelle internationale de la surveillance des pratiques des institutions multilatérales, notamment de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. Elle suit le rendement du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), qui regroupe les institutions de recherche agricole, et elle a mené une campagne fructueuse pour obtenir un examen externe des institutions membres, examen qui sera mené cette année par Maurice Strong.

## 2. Droits de la personne

But de la politique : Placer les droits de la personne au coeur de la politique étrangère du Canada et favoriser notamment des pratiques commerciales et d'investissement canadiennes et multilatérales qui protègent les droits des travailleurs reconnus à l'échelle internationale.

### Capacité et activités actuelles

Le Congrès du travail du Canada (CTC) s'emploie sur plusieurs fronts à promouvoir à l'échelle internationale les droits de la personne et les droits des syndicats. Une de ses activités principales, à l'heure actuelle, vise à faire inclure une clause sociale garantissant les droits de la personne et des travailleurs dans les ententes commerciales internationales, y compris celles qui sont conclues dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, de l'ALENA et des efforts actuels visant à